

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 04 décembre 2024**  
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	4 4
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Ressource en eau - Convention avec le syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques pour l'implantation d'un poste de transformation électrique sur la commune de Navailles-Angos, parcelle n°AA130, propriété de l'Institution Adour**

**Exposé des motifs :**

La commune de Navailles-Angos et le syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA) ont confié au bureau d'études SETREL, société d'études de transport électrique, l'étude technique visant à renforcer et sécuriser le réseau électrique aérien situé sur le chemin des Coustalats sur la commune de Navailles-Angos, en rive gauche du réservoir du Balaing.

Les résultats de cette étude ont démontré que ce renforcement impose la pose d'un poste de transformation électrique, dont l'implantation est envisagée sur la parcelle AA130, appartenant à l'Institution Adour, en rive gauche et en pied de l'évacuateur de crue du réservoir du Balaing.

L'opération faisant l'objet de la convention consistera à y établir à demeure dans une bande de trois mètres sur trois, trois lignes électriques souterraines desservant un poste de transformation, ou armoire électrique, sur la parcelle AA130 sur la commune de Navailles-Angos.

Cette convention, établie à titre gracieux, engage l'Institution Adour et le syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques pour une période correspondant à la durée des ouvrages.

La convention sera authentifiée en vue de la rédaction puis de la publication d'un acte en la forme administrative entre le Syndicat et l'Institution Adour. Cet acte matérialisera la servitude de passage, les frais de cet acte étant à la charge du Syndicat.

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'autoriser le syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA) à implanter les ouvrages identifiés ci-dessus sur la parcelle de l'Institution Adour selon les modalités fixées dans la convention ci-annexée,
- d'approuver les termes de la convention entre l'Institution Adour et le SDEPA,
- d'autoriser le président à signer la convention et les éventuels documents afférents, et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

## CONVENTION POUR L'IMPLANTATION POSTE DE TRANSFORMATION OU ARMOIRE DE DERIVATION DE COURANT

Entre les soussignés :

\* Le **SYNDICAT D'ENERGIE DES PYRENEES ATLANTIQUES**  
représenté par **M. BIDEGARAY Barthélémy – Président**  
et désigné ci-après par l'appellation “ **le SYNDICAT** ”,

**d'une part,**

\* et **INSTITUTION ADOUR** demeurant à **38 Rue Victor Hugo 40025 MONT DE MARSAN CEDEX** représentée par **M. ....** agissant en qualité de propriétaire et désigné ci-après par l'appellation “ **le PROPRIETAIRE** ”,

d'autre part,

## EXPOSE

Préalablement à la constitution des services, objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

Le **propriétaire** déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s), (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartient/lui appartiennent (2)

COMMUNE	SECTIONS	NUMEROS	LIEUX-DITS
NAVAILLES ANGOS	AA	130	

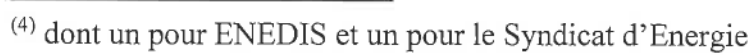
Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 Juin 1970, que les parcelles ci-dessus désignées sont <sup>(2)</sup> actuellement :

— exploitées par lui-même; (2)  
— exploitées par M.....habitant  
à.....

- non exploitées (2)

Vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment les articles L313-4 à L323-9 du Code de l'ENERGIE,

(2) rayer la mention inutile





Le SYNDICAT se proposant de construire .....**UN POSTE DE TRANSFORMATION ELECTRIQUE 20kV-230/400V**..... sur la parcelle ci-dessus désignée,

M.....concède au SYNDICAT, à titre de servitude, les droits suivants :

### **ARTICLE 1 : DROITS DE SERVITUDE CONSENTIS**

Le propriétaire concède au SYNDICAT, le droit d'occuper à titre gratuit, un emplacement de ...15.....m<sup>2</sup> environ, représenté en rouge sur le plan joint en annexe et inclus dans la parcelle désignée au chapitre « EXPOSE ».

Après avoir pris connaissance du tracé de la ligne souterraine à <sup>(1)</sup> **BASSE TENSION 230/400V ET HAUTE TENSION 20kV ISSUES DU POSTE DP P12 BAQUE NAVAILLES** sur les parcelles ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît au SYNDICAT, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1°a Y établir à demeure dans une bande de **3** mètres de large : **TROIS** lignes électriques souterraines sur une longueur totale d'environ ...3.... mètres, dont tout élément sera situé à, au moins **1** mètre de la surface après travaux ;

### **ARTICLE 2 : DROITS ACCESSOIRES**

A titre de droits accessoires à celui reconnu ci-dessus, le propriétaire donne au SYNDICAT et à ENEDIS, le droit d'installer, entretenir, réparer, modifier ou remplacer tous appareils, outillages et dispositifs annexes concourant à la bonne marche de l'ouvrage et, de ce fait, d'y avoir accès, par leurs agents et ceux des entreprises accréditées par eux, à tout moment du jour et de la nuit et avec leurs véhicules si besoin est, afin d'être en mesure d'assurer la continuité du service.

### **ARTICLE 3 : DESSERTE DE L'OUVRAGE CONSTRUIT**

Le propriétaire reconnaît au SYNDICAT et à ENEDIS, le droit d'établir et maintenir sur l'emplacement ci-dessus désigné, tout support et toute canalisation aérienne ou souterraine desservant le poste de transformation ou l'armoire de dérivation.

### **ARTICLE 4 : ENTRETIEN DES LIGNES AERIENNES**

Il est également reconnu à ENEDIS, sur l'emplacement dont il s'agit, le droit, en tant que de besoin, de faire élaguer, étiéer ou couper, par ses préposés ou ses mandataires, les arbres sur une largeur et une hauteur suffisante, de façon à assurer la sécurité des lignes aériennes.

### **ARTICLE 5 : DROITS ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE**

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées, mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit, l'enlèvement ou la modification de l'ouvrage. Il s'interdit, en outre de rien faire qui puisse porter atteinte à la sécurité de l'installation et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation, ou l'armoire de dérivation, d'en gêner l'accès ou de procéder à des constructions ou plantations d'arbres sur le passage des ouvrages électriques établis ou à proximité immédiate.

### **ARTICLE 6 : INDEMNISATION EVENTUELLE**

Les dégâts qui pourraient être, éventuellement causés aux cultures et aux biens, à l'occasion de la construction des ouvrages, feront l'objet d'une indemnité fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

<sup>(1)</sup> désigner la ligne par ses extrémités et indiquer la tension





### **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une période correspondant à la durée des ouvrages établis, ou de tous autres ouvrages de mêmes natures qui pourraient leur être substitués sans modification de l'emprise existante.

### **ARTICLE 8 : FORMALITES**

**La présente convention, sera authentifiée en vue de la rédaction puis de la publication d'un acte en la forme administrative entre le SYNDICAT et le PROPRIETAIRE. Cet acte matérialisera la servitude de passage. Les frais dudit acte restant à la charge du SYNDICAT.**

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont, ou qui acquerront des droits sur l'emplacement considéré notamment en cas de transfert de propriété.

### **ARTICLE 9 :**

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention, est celui de la situation des parcelles.

### **ARTICLE 10 : EXPLOITATION**

Le SYNDICAT déclare qu'il entend stipuler dans le présent acte, tant pour lui-même que pour ENEDIS son concessionnaire, l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

### **ARTICLE 11 : ENTREE EN VIGUEUR**

La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ci-dessus ou de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1<sup>er</sup>.